

Communistes et élus, pléonasmе ou oxymore ?

Le niveau des contributions qui nous sont proposées, leurs diversités, ouvrent des perspectives dont il faudra tenir compte, de la direction nationale jusqu'aux sections. Nous sommes bien loin, et c'est tant mieux, des insultes qui occupent les réseaux sociaux dans un débat désolant.

Cette contribution porte un éclairage sur des comportements qui semblent lier une dérive anti-élus et un repli sectaire utilisant l'élection présidentielle.

Cette tendance visant à isoler le PCF, pour en faire une LO bis, permet à ces communistes de critiquer en tapant essentiellement sur les autres partis de gauche et écologistes afin de rendre tout rassemblement impossible, tout cela pour le plus grand bonheur de la droite et de son extrême.

Je pensais que le rôle des élus communistes avait été validé au cours de nos différents congrès et pourtant, les slogans comme « *tous les élus sont pourris* », « *maudits soient les faux rouges* », etc...sont partagés par des communistes qui, pour la plupart, ne se sont jamais confrontés aux responsabilités d'élus ; je re-cite : « *participer à une élection c'est déjà trahir* » !

Je me demande si ce sectarisme d'un autre temps est dû au désespoir ou au renoncement.

Participer à des majorités plurielles, y apporter des propositions communistes, les faire partager par les citoyens et négocier (encore un gros mot) avec les partenaires, est une façon de faire bouger le rapport de force. Cela ne concerne pas que les Régions, Départements ou Communes.

Voici un petit rappel de quelques conquêtes sociales : le statut des fonctionnaires avec Anicet Lepors, la loi SRU avec Jean-Claude Gayssot, les différentes lois progressistes qui ont marqué les batailles du rail avec Charles Fiterman et Jean-Claude Gayssot. Je ne remonte pas à Ambroise Croizat et la Sécurité Sociale ou à Marcel Paul et le service public de l'énergie. Toutes ces lois cristallisent encore les haines des tenants du libéralisme qui n'ont pour but que de les abroger.

Ces avancées sociales fortes, obtenues dans des gouvernements à participation communiste, ont évidemment été portées par des mouvements populaires qui, à l'époque, ne se trompaient pas d'adversaires. Bien-sûr, il a fallu beaucoup de convictions et de pugnacité à nos camarades ministres pour faire voter ces lois.

A d'autres niveaux, des centaines d'élus communistes participent à des majorités plurielles. Doit-on les placer sous surveillance ? Doivent-ils organiser des tribunaux populaires après chaque délibérations ? Il y a longtemps que les congrès de notre parti ont répondu à ces questions.

Plutôt que de critiquer ces camarades, nous devons réfléchir à comment être plus présent à leurs côtés, en toute fraternité (encore un gros mot) pour leur permettre de s'appuyer sur cette fameuse base militante qui fait une des spécificités communistes.

Quelque que soit le mandat et sa durée, c'est à la fin de celui-ci que l'on peut juger s'il a été utile à la population pour vivre mieux, si les citoyens ont été associés aux prises de décisions.

Je terminerai par un exemple. Une des avancées de la loi SRU a été la création des Comités de ligne ferroviaire. J'ai eu l'honneur de les mettre en place en PACA. Grâce à l'apport décisif des usagers et des cheminots, et malgré le scepticisme de quelques communistes. C'est avec les Comités de ligne que nous avons pu rouvrir la Ligne Cannes-Grasse à la suite d'une bataille citoyenne et à la Région où il a fallu convaincre l'ensemble des élus de la majorité de gauche, de

rouvrir cette ligne ferroviaire, fait unique dans une région qui ne subissait que des fermetures de lignes et le tout-autoroutier. Ce combat, nous l'avons mené avec André Aschieri, élu écologiste.

Ne nous trompons pas, le peuple de notre pays ne s'est jamais si bien porté que quand le PCF était ouvert, offensif et fraternel . Le repli sur soi, le sectarisme, facilitent les victoires de la droite ou de son extrême et du capital.